

10 Grande interview

«Si on se parle en anglais, c'est une partie de la culture suisse qui meurt»

CHRISTOPHE DARBELLAY Président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique, le ministre valaisan ne cache pas son inquiétude pour la cohésion nationale au moment où plusieurs cantons alémaniques réfléchissent à cesser d'enseigner le français en primaire

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT BOURQUIN

La très émotionnelle question de l'enseignement des langues nationales est de retour. Plusieurs parlementaires alémaniques ont déposé des interventions afin que le français ne soit plus enseigné au niveau primaire. En marge de ce débat, la municipale verte Ursina Anderegg a créé une vive polémique en décidant de supprimer les classes bilingues en ville de Berne. Par ailleurs, la CDIP a publié jeudi un rapport montrant les difficultés des élèves en français et en allemand. Conseiller d'Etat chargé de l'Economie et de la Formation, le centriste valaisan Christophe Darbellay ne cache pas sa grande inquiétude et craint l'augmentation de tensions linguistiques et culturelles.

La ville de Berne vient de décider de supprimer ses classes bilingues, comment avez-vous réagi? Cela m'interpelle car la symbolique est forte. Berne, c'est la capitale fédérale, le cœur du pouvoir, une administration plurilingue. C'est un manque de sensibilité et cette décision a été prise à la hussarde sans concertation avec les personnes concernées, les parents, les élèves. Si Berne flanche alors que l'enseignement du français est remis en question dans plusieurs cantons alémaniques, la situation a de quoi inquiéter.

Les principales villes du Valais romand disposent de classes bilingues, cela fonctionne-t-il bien? Même très bien. Au point que le problème est de satisfaire la forte demande. Nous devons parfois effectuer des tirages au sort. Beaucoup de parents sont intéressés à ce que leurs enfants fréquentent des classes bilingues. La science est très claire là-dessus: les résultats sont extrêmement probants lorsque les élèves apprennent plusieurs langues en même temps.

Et vous, comment êtes-vous devenu bilingue? Au début de ma scolarité, j'ai eu des enseignants d'allemand qui avaient juste quelques leçons d'avance sur leurs élèves. Tout a changé à la fin du gymnase où j'ai eu une professeure du Haut-Valais. Sans elle, je n'aurais jamais suivi mes études à l'EPFZ, ni fait cette carrière politique. Mais je ne me considère pas comme totalement bilingue. Je comprends tout, tous les dialectes, je peux improviser, mais je n'ai pas la richesse de vocabulaire que j'ai en français. Mais c'est peut-être beaucoup plus efficace car je vais à l'essentiel. Je parle un peu comme cet agriculteur bernois qui m'a appris sa langue et c'est une force. Lorsque j'étais au Poly, je suis allé faire un stage dans une ferme au bord du lac de Bièche. Le patron était un agrarien,

un homme formidable qui ne m'a parlé qu'en suisse-allemand. Je crois beaucoup à l'immersion. Certes, il faut des bases scolaires, mais après il faut rendre une langue vivante, fun pour les jeunes, sinon ça ne sert rien. C'est pour cela que nous avons fortement développé les échanges scolaires et la dynamique est puissante.

Revenons à des questions plus politiques. Dans plusieurs cantons alémaniques, des parlementaires veulent que le français ne soit plus enseigné au degré primaire. Ces interventions vous inquiètent-elles? Oui. N'oublions pas que nous sommes une *Willensnation*, construite sur la volonté de vivre ensemble. Remettre en question l'enseignement des langues, c'est attaquer la cohésion nationale. Nous vivons dans un monde utilitariste, souvent trumpiste où l'outrance ne connaît désormais plus de limites. Pour certains, le français ne sert à rien et il suffit de parler l'anglais. Mais la langue n'est pas seulement un outil – toutes les intelligences artificielles parlent sûrement mieux les langues que vous et moi –, la langue, c'est la voix d'une culture, l'expression la plus intime d'un pays. Lorsque l'on décrit la Suisse, on parle en premier de ses quatre langues, avant même de parler du Cervin ou de l'horlogerie.

«Au début de ma scolarité, j'ai eu des enseignants d'allemand qui avaient juste quelques leçons d'avance sur leurs élèves»

Il existe des garde-fous pour ne pas tout bouleverser. Oui, n'oublions pas qu'il y a tout un contexte juridique et légal qui régit l'enseignement des langues en Suisse. Je compte sur le Conseil fédéral pour intervenir, si la situation dérive. Mais personne dans les cantons, et moi le premier, n'a très envie de recevoir des ordres de Berne. Au niveau des instruments législatifs, nous avons la Constitution fédérale, une loi sur les langues, un concept d'enseignement des langues qui a été discuté et âprement négocié à la CDIP en 2004. Et depuis 2007, il y a le concordat HarmoS. Donc, pour une telle modification, il faudrait changer toutes ces bases légales, modifier les plans d'études, les moyens d'enseignement et la formation des enseignants.

Cela ne fait pas peur aux cantons, puisque Zurich, Thurgovie, Saint-Gall pourraient supprimer l'enseignement du français au niveau primaire. Les parlementaires adorent se mêler des affaires des gouvernements, mais en définitive, il y a des principes auxquels on ne peut pas déroger. Je me réjouis d'observer l'attitude du Conseil fédéral sur le sujet. Je me souviens d'Alain Berset, dont la réaction avait été salutaire. Il avait été extrêmement ferme sur ces questions et les cantons s'étaient rapidement calmés.

Elisabeth Baume-Schneider semble plus en retrait sur cette question. Avec des origines alémaniques et des racines jurassiennes, elle est certainement réceptive sur cette question. Je lui fais entièrement confiance.

Quand le Conseil fédéral doit-il intervenir? Au vu de tous les signaux qui viennent de différents cantons alémaniques, c'est peut-être le moment de dire quelque chose.

Vous parlez du Conseil fédéral, mais n'est-ce pas surtout à la CDIP de réagir rapidement? Pour cela, il faudrait avoir une position interne consolidée, ce qui n'est pas encore le cas. Il y a différentes sensibilités sur cette question. En tant que président, je dois composer avec les différentes tendances. Les cantons latins ont une position claire, tout comme ceux de Suisse orientale (positions opposées des parlements). Sur le Plateau et en Suisse centrale, ça n'est pas très clair. Ceux qui ont une frontière commune avec la Suisse romande réfléchissent à un compromis sans le concrétiser pour l'instant.

Quel serait ce compromis? Par exemple de réduire, sans les supprimer totalement, les périodes de français à l'école primaire et renforcer l'anglais. Ce n'est pas ma volonté. Je préfère le statu quo.

Quant au président du PLR suisse, Thierry Burkart, il propose de n'enseigner les langues étrangères qu'à partir du niveau secondaire pour décharger les élèves. Qu'en pensez-vous? C'est inacceptable. La politique scolaire de Thierry Burkart est très éloignée du terrain. Il cherche à plaire aux lecteurs de la *Weltwoche*. Je me suis toujours senti proche du PLR historique, j'ai de la peine avec les néolibéraux pur sucre. Toutefois, la plupart de mes collègues qui sont à la tête de l'Instruction publique en Suisse romande sont des PLR et font un travail remarquable. Ils sont à des années-lumière des positions de leur président national.

Vous critiquez une partie du PLR, mais à Zurich ou en Thurgovie, ce sont des

PROFIL

1971
Naissance à Martigny.

1995
Master en sciences agronomiques, à l'École polytechnique fédérale de Zurich.

2003
Est élu au Conseil national où il restera jusqu'en 2015.

2006
Deviend président du PDC suisse. Il arrêtera en 2016.

2017
Première élection au Conseil d'Etat valaisan, réélu en 2021 et 2025.

2025
Deviend président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).



députés du Centre qui ont proposé de ne plus enseigner le français au niveau primaire. C'est triste quand on connaît, par exemple, l'attachement fort de la conseillère d'Etat Zurichoise Silvia Steiner (également du Centre) aux langues et à la cohésion nationale. Mais chaque parti a dans ses rangs quelques moutons noirs.

L'un des principaux problèmes, n'est-ce pas la manière d'enseigner le français et l'allemand comme langues étrangères? Depuis des années, on dit qu'il

faut changer les méthodes, mais le niveau général reste assez faible. Il y a vraiment eu des améliorations, si je compare ma scolarité à celle de mes enfants. Eux maîtrisent mieux l'allemand et ont des cours d'anglais. Ils osent parler et ne connaissent pas seulement trois phrases par cœur. Mais des progrès sont encore possibles.

Comment expliquer les mauvais résultats en français des élèves alémaniques comme démontré par le nouveau moni-



LE QUESTIONNAIRE DE PROUST

Quel livre est sur votre table de nuit?

«The Ministry for the Future», offert par Martin Vetterli, l'ancien président de l'EPFL.

Quel est votre livre préféré en allemand?

C'est le livre que j'ai dû lire pour ma matu en allemand, «Die Erstbesteigung des Matterhorns». C'est l'histoire de la première ascension du Cervin.

Votre mot préféré de la langue allemande?

J'en ai deux. L'un en zermattois, mais je ne sais pas comment ça s'écrit: «Mäko», c'est la poupée. L'autre vient de Varen: les «Pfyfoltru», qui veulent dire les papillons.

La langue que vous aimeriez encore apprendre?

L'espagnol.

Votre meilleur souvenir à l'école?

La première primaire avec Monsieur Louis à Conthey, une immense classe avec 35 à 38 élèves. Un jour par semaine, on allait voir le menuisier, le paysan, les rivières ou les forêts.

Votre groupe musical préféré en Suisse alémanique?

Oesch's die Dritten, un mélange de folklore, de Schlager et de pop, une histoire de famille.

Qui pour incarner le mieux le plurilinguisme de la Suisse?

Adolf Ogi.

Votre lieu préféré en Suisse alémanique?

Le Ranft, dans le canton d'Obwald: le pays de Nicolas de Flüe, c'est lui qui a réconcilié les Suisses, il faudra donc l'invoquer ces prochaines semaines.

Christophe Darbellay: «Lorsque l'on décrit la Suisse, on parle en premier de ses quatre langues.» (SION, 20 MAI 2025/SEBASTIEN AGNETTI POUR LE TEMPS)

toring des compétences fondamentales? C'est avant tout une question de motivation, de qualité de l'enseignement et de manque d'attractivité.

Enfin, si Romands et Alémaniques se parlent en anglais, est-ce si grave? Ils se comprendraient mieux?

Laissons cela aux banques et aux assurances. Si on se parle en anglais, c'est une partie de la culture suisse qui meurt. Zurich donnera le ton. Au parlement zurichois, les avis sont très partagés et le signal que don-

nera ce canton sera un symbole très important.

Cela ne vous dérange-t-il pas de dépendre autant de Zurich? Oui, mais il faut se rendre compte que Zurich, c'est plus d'un million et demi d'habitants. Avec leur fort impact économique et culturel, les Zurichois donneront le ton.

Même si l'on ne se comprend pas toujours, la Suisse se porte bien, non? Cela marche bien car nous faisons des

efforts les uns pour les autres dans de nombreux domaines: la péréquation financière, les mécanismes d'entraide ou l'enseignement des langues. Contrairement à la Belgique, la question linguistique ou culturelle n'a jamais été un problème entre nous à cause de ce respect des minorités. La Belgique peut s'enflammer demain matin. Cela ne doit jamais arriver en Suisse. Il y a bien sûr des clichés – «ach les Welsches, toujours rigole, jamais travail...» – mais à part une fois la *Weltwoche*, je ne me souviens pas d'avoir vécu une instrumentalisation politique des différences culturelles entre les régions du pays.

En Suisse, une guerre des langues pourrait-elle se déclencher? Dans le monde actuel, tout peut arriver. J'ai l'impression qu'il y a un certain nombre d'inhibitions qui sont en train de disparaître. J'ai un grand respect

face à ce débat sur l'enseignement des langues et pour la cohésion nationale. Il faut éviter d'ouvrir l'armoire des poisons.

«La cure d'austérité que nous concocte le Conseil fédéral nous donne du fil à retordre»

En tant que président de la CDIP, vous êtes aussi très remonté contre les nombreuses coupes que le Conseil fédéral veut faire dans la formation. La cure d'austérité que nous concocte le Conseil fédéral nous donne du fil à retordre. La formation, la recherche



Remise du label Swiss-Ski dans la vallée de Conches. (COLLECTION PERSONNELLE)



Avec un troupeau de vaches d'Hérens chez la famille Wyssen à la Souste. (COLLECTION PERSONNELLE)



Du Jungfrauoch à Blatten lors d'une sortie à peau de phoque au printemps 2025. (COLLECTION PERSONNELLE)

et l'innovation sont les seules ressources pour l'avenir de la Suisse. Ce secteur est la première cible de ce programme d'économies. C'est inadmissible. On s'attaque à l'apprentissage, la colonne vertébrale des PME, de l'industrie, des entreprises. On s'attaque sans discernement aux universités, aux HES et aux EPF. On s'attaque à la mobilité internationale, à la culture, à la formation, à l'innovation, aux transferts de technologie, à la formation continue, aux écoles suisses à l'étranger. C'est innommable. La CDIP a pris une position très ferme. Le Conseil fédéral a entendu nos critiques, mais il n'a pour l'heure pas bougé d'un iota.

Je ne suis pas du tout antimilitariste. Nous avons certes négligé l'armée et la situation géopolitique est difficile, mais faut-il vraiment augmenter autant et aussi rapidement les dépenses militaires au détriment de la formation et de la recherche? Je défendrai toujours l'agriculture, mais pourquoi est-elle mieux protégée contre les coupes budgétaires que l'avenir des jeunes et des autres secteurs de notre économie? Le Conseil fédéral veut économiser entre 3 milliards et 4 milliards de francs, mais depuis trente ans que je suis en politique, il se trompe presque toujours de 2 milliards par année. La première mesure serait donc de revoir ses objectifs d'économies. Si le Conseil fédéral ne revoit pas sa copie, nous nous battons sur le plan parlementaire, nous irons sur la place Fédérale avec des étudiants et des apprentis. Et puis à la fin, il y a le référendum des cantons, ce que nous voudrions éviter.

Vous voulez dire que si les coupes dans la formation ne sont pas revues à la baisse, il y aura un référendum des cantons? En 2004, ça avait bien marché contre le paquet fiscal.

Pour défendre la formation, le meilleur endroit n'est-il pas Berne? Serez-vous candidat au Conseil des Etats en 2027? Je n'ai pas encore décidé. J'ai démarré ma dernière législature au gouvernement valaisan. J'adore ce que je fais. Pour la suite, tout est ouvert.

Comment avez-vous vécu cette période où vous briguez un nouveau mandat au Conseil d'Etat et où vous avez hésité à être candidat à la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral? Cela été difficile. J'étais déchiré. J'avais envie des deux mais en pleine campagne, il fallait trancher. Ce choix m'a apaisé.

Le Centre ne s'est-il pas affaibli avec la succession de Mme Amherd et la difficulté de trouver des candidats? Le jour où il y aura une vraie perspective d'avoir un deuxième siège, je vous garantis qu'il y aura d'excellentes candidatures. Pour cela, il faut renforcer Le Centre.

Dont la vôtre? Je n'en sais rien.

Karin Keller-Sutter a été élue à sa seconde tentative. C'est vrai et moi je n'ai encore jamais été candidat... ■